

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

13 MAI 1992

POURSUITE

**à charge d'un membre de la
Chambre des représentants**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
POURSUITES (1)**

**PAR
M. GEHLEN**

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — RETROACTES

M. Willy Declerck, ancien sénateur, a été élu membre de la Chambre des représentants lors des élections législatives du 24 novembre 1991.

Le 19 décembre dernier, le Sénat a communiqué au président de la Chambre une lettre du procureur général près la Cour d'appel de Gand, adressée au président du Sénat le 17 décembre 1991.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Van Parys.

Membres :

C.V.P. MM. De Clerck (S.), Van Parys.
P.S. M. Eerdeken.
S.P. M. Vande Lanotte.
P.V.V. M. De Groot.
P.R.L. M. Gol.
P.S.C. M. Gehlen.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

13 MEI 1992

VERVOLGING

**ten laste van een lid van de Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
VERVOLGINGEN (1)**

**UITGEBRACHT DOOR
DE HEER GEHLEN**

DAMES EN HEREN,

I. — SITUERING

Bij de parlementsverkiezingen van 24 november 1991 werd de heer Willy Declerck, voorheen senator, verkozen tot lid van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Op 19 december stelde de Senaat de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers in kennis van een brief die de Procureur-Generaal bij het Hof van Beroep te Gent op 17 december 1991 richtte aan de Senaatsvoorzitter.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Van Parys.

Leden :

C.V.P. HH. De Clerck (S.), Van Parys.
P.S. H. Eerdeken.
S.P. H. Vande Lanotte.
P.V.V. H. De Groot.
P.R.L. H. Gol.
P.S.C. H. Gehlen.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

Se référant à l'article 45 de la Constitution, le procureur général signalait dans sa lettre que M. Willy Declerck avait été verbalisé le 29 juin 1991, vers 4 heures, par la police de Middelkerke pour avoir provoqué un accident de roulage ayant causé des dommages matériels, avoir conduit en état d'ivresse et avoir refusé de se soumettre à l'alcootest et à une prise de sang.

Se basant sur le flagrant délit et après avoir consulté le substitut du procureur du Roi à Bruges, le commissaire de police compétent a procédé immédiatement à des actes d'instruction, en l'occurrence au domicile de l'intéressé, où ce dernier s'était rendu après l'accident.

Le 22 octobre 1991 — c'est-à-dire en dehors de la session des Chambres législatives —, sur requête du procureur du Roi à Bruges, M. Declerck a été cité à comparaître devant le tribunal de police d'Ostende, qui l'a condamné par défaut le 8 novembre 1991, à une amende de cent francs, augmentée de 790 décimes additionnels et ainsi portée à huit mille francs, ou à une peine d'emprisonnement subsidiaire d'un mois et à une interdiction de conduire un véhicule pendant un mois du chef d'infraction au Code de la route et de conduite en état d'ivresse, ainsi qu'à une amende équivalente pour refus de se soumettre à l'alcootest et à la prise de sang.

M. Declerck a fait opposition au jugement précité le 14 novembre 1991.

Le 28 février 1992, le tribunal de police d'Ostende s'est déclaré incompétent, vu la qualité de l'intéressé.

Le procureur du Roi à Bruges a fait appel de ce jugement.

*
* *

Réunie le 23 décembre 1991, l'Assemblée plénière a confié l'examen du dossier à votre Commission, qui s'est réunie à ce sujet les 19 février, 18 et 24 mars, 21 et 23 avril et le 6 mai 1992.

M. Declerck ayant demandé à être entendu, la Commission a procédé, le 21 avril dernier, à une audition au cours de laquelle l'intéressé s'est fait assister par notre collègue M. Verwilghen.

II. — PRINCIPES GENERAUX ⁽¹⁾

L'article 45 de la Constitution règle le régime de l'immunité parlementaire.

Il importe de souligner que ce principe est double. Il vise tout d'abord à empêcher toute immixtion indésirable du pouvoir judiciaire dans l'exercice du pou-

In het licht van artikel 45 van de Grondwet, meldde de Procureur-Generaal in zijn schrijven dat de heer Willy Declerck op 29 juni 1991 rond 4 uur door de politie te Middelkerke werd geverbaliseerd wegens een door hem veroorzaakt verkeersongeval met stoffelijke schade, sturen in dronken toestand en weigering van ademtest en bloedafname.

De bevoegde politiecommissaris beriep zich op de betrapping op heter daad om, na samenspraak met de substituuut van de Procureur des Konings te Brugge, onmiddellijk over te gaan tot onderzoeksdaden, in casu ten huize van betrokkene, waar deze zich na het ongeval naartoe had begeven.

De heer Declerck werd op 22 oktober 1991, m.a.w. buiten de zitting van de Wetgevende Kamers, op verzoek van de Procureur des Konings te Brugge gedagvaard voor de politierechtbank te Oostende, die voornoemde op 8 november 1991 bij verstek heeft veroordeeld tot een geldboete van honderd frank, vermeerderd met 790 opdecimen, aldus gebracht op achtduizend frank of een vervangende gevangenisstraf van één maand en tot een stuurverbod gedurende één maand uit hoofde van de inbreuk op het wegverkeersreglement en het dronken sturen en tot eenzelfde geldboete wegens de weigering van ademtest en bloedafname.

Op 14 november 1991 tekende de heer Declerck tegen voormeld vonnis verzet aan.

Op 28 februari 1992 verklaarde de politierechtbank te Oostende zich terzake onbevoegd, gelet op de hoedanigheid van betrokkene.

Tegen dit vonnis heeft de Procureur des Konings te Brugge hoger beroep ingesteld.

*
* *

Het onderzoek van dit dossier werd op 23 december 1991 door de plenaire vergadering toevertrouwd aan Uw Commissie, die hierover vergaderde op 19 februari, op 18 en 24 maart, op 21 en 23 april en op 6 mei 1992.

Aangezien de heer Declerck verzocht had om gehoord te worden, heeft de Commissie op 21 april laatstleden een hoorzitting gehouden, waarop betrokkene werd bijgestaan door onze collega, de heer Verwilghen.

II. — ALGEMENE PRINCIPES ⁽¹⁾

Artikel 45 van de Grondwet regelt de parlementaire onschendbaarheid.

Het is belangrijk er op te wijzen dat hier een tweeledig principe geldt. In de eerste plaats verhindert het iedere ongewenste inmenging van de rech-

⁽¹⁾ Voir également le rapport concernant la poursuite de M. Buisseret (Doc. n° 394/1, 91/92, pp. 2-4).

⁽¹⁾ Zie terzake ook het verslag met betrekking tot de vervolging van de heer Buisseret, *Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1991-1992, n° 394/1, blz. 2-4.

voir législatif. C'est la raison pour laquelle, pendant la durée de la session, un membre ne peut faire l'objet de poursuites ou d'une arrestation (judiciaire) que si la Chambre dont il fait partie donne son autorisation, sauf le cas du flagrant délit. Il convient d'observer que, dans cette dernière hypothèse, l'autorisation préalable doit néanmoins être sollicitée pour les actes de poursuite qui seraient envisagés après la période couverte par la notion de flagrant délit ⁽²⁾.

L'article 45, et plus particulièrement son dernier alinéa, a toutefois également un effet inverse, dans la mesure où il vise à empêcher que la qualité de membre de la Chambre ne puisse être utilisée pour contrecarrer le cours normal de la justice. C'est pourquoi ce dernier alinéa prévoit que la poursuite ou la détention d'un membre ne peut, lorsqu'elle a été engagée avant la session, être suspendue que si la Chambre le requiert.

Ainsi que l'ont souligné certains membres de la Commission spéciale en 1976, « ... la possibilité pour les Chambres législatives de requérir la suspension des poursuites intentées à leurs membres ne peut avoir pour effet de soustraire ces derniers au fonctionnement normal de la justice, ce qui créerait un privilège abusif en faveur des parlementaires. De telles pratiques seraient condamnées à juste titre par l'opinion publique et tel n'a certes pas été l'objectif de l'article 45 de la Constitution. » ⁽³⁾

⁽²⁾ En ce qui concerne la définition de la notion de flagrant délit ainsi que la détermination de la période qu'elle recouvre en l'occurrence, il peut être renvoyé au passage suivant de la mercuriale du 15 septembre 1955 de M. Hayoit de Termicourt, procureur général près la Cour de cassation :

« Il s'ensuit que, pour qu'une infraction commise par un membre du Parlement constitue « le cas de flagrant délit », les conditions suivantes doivent être réalisées :

1) Le fait est vu ou entendu par un témoin, ou constaté immédiatement par un agent de police judiciaire;

2) Le témoin en avertit sur le champ le parquet, la gendarmerie ou la police, soit oralement, soit par porteur spécial, ou bien le parquet est, de la même manière, informé de l'infraction par le verbalisant;

3) Dès que le parquet est ainsi averti, il requiert une instruction contre le membre du Parlement ou exerce lui-même les poursuites;

4) Le juge d'instruction requis ouvre aussitôt son instruction.

Il est essentiel que tout ceci s'exécute *sans interruption*, c'est-à-dire que le temps qui s'écoule entre ces différents actes ne soit que le temps matériellement nécessaire pour en permettre l'accomplissement.

Des lors s'impose la conclusion qu'en Belgique, en raison du développement des moyens de communications, le délai de *vingt-quatre heures* entre la perpétration de l'infraction et la mise en prévention non seulement doit être considéré comme un maximum, mais ne pourra même que très rarement s'écouler entièrement.

(Hayoit de Termicourt, L'immunité parlementaire, *JT*, n° 4081, p. 617).

⁽³⁾ Doc. Chambre, n° 947/3, 1975-76, p. 3. L'Assemblée plénière a suivi ce raisonnement.

terlijke macht in de uitoefening van de wetgevende macht. Daarom is tijdens de zitting een vervolging of (gerechtelijke) aanhouding enkel mogelijk als de Kamer waartoe het betrokken lid behoort, vooraf verlof gaf, betrapping op heter daad uitgezonderd. Op te merken valt dat in deze laatste hypothese wel voorafgaandelijk verlof moet worden gevraagd voor daden van vervolging die men wenst te stellen na het verstrijken van de periode die gedekt wordt door het begrip « betrapping op heter daad » ⁽²⁾.

Artikel 45, en meer specifiek het laatste lid, werkt echter ook in omgekeerde zin, waar het wil vermijden dat het lidmaatschap van de volksvertegenwoordiging gebruikt wordt om de normale werking van het gerecht te verhinderen. Daarom bepaalt dit laatste lid dat de vervolging of hechtenis van een lid, die vóór de zitting werd ingezet, alleen geschorst kan worden als de Kamer dit vordert.

Zoals een aantal leden van de bijzondere Commissie in 1976 het stelden : « Andere leden oordelen dat de mogelijkheid voor de Wetgevende Kamers om de schorsing te vorderen van de vervolgingen ingesteld tegen haar leden, niet tot gevolg hebben ze te onttrekken aan de normale werking van het gerecht, want aldus zou op onrechtmatige wijze een privilege in het leven worden geroepen ten gunste van de parlementsleden. De publieke opinie zou zulks terecht veroordelen en bovendien is dit zeker niet de bedoeling geweest van het instituut gehuldigd bij artikel 45 van de Grondwet. » ⁽³⁾

⁽²⁾ Voor de definitie in deze van het begrip « betrapping op heter daad » en de afbakening van bedoelde periode kan geciteerd worden uit de mercuriale dd. 15 september 1955 van de heer Hayoit de Termicourt, Procureur-Generaal bij het Hof van Cassatie :

« Daaruit vloeit dat de betrapping op heterdaad van een parlements lid de vervulling van de hiernavolgende voorwaarden eist :

1) het feit wordt door een getuige gezien of gehoord, ofwel nog door een agent der gerechtelijke politie onmiddellijk vastgesteld;

2) de getuige geeft dadelijk bericht ervan, hetzij mondeling, hetzij door een bijzondere boodschapper, aan het Parket, aan de Rijkswacht of aan de politie, ofwel nog het Parket wordt op dezelfde wijze door de verbalisant op de hoogte gebracht van het misdrijf;

3) zodra het Parket aldus verwittigd is, vordert het een onderzoek tegen het parlements lid of stelt het zelf de vervolging in;

4) de gevorderde onderzoeksrechter maakt terstond een aanvang met zijn onderzoek.

Hoofdzaak is dat dit alles *ononderbroken* geschiedt, dat wil zeggen dat de tussen al die verrichtingen verlopen tijd slechts deze is die materieel noodzakelijk is om ze mogelijk te maken.

Men ziet derhalve in dat in België, gelet op de uitgebreide verbindingsmogelijkheden, het tijdsbestek van *vierentwintig uren* tussen het plegen van het misdrijf en de in verdenkingstelling, niet alleen een maximum uitmaakt, doch zelfs zeer zelden geheel kan verstrijken. »

(Hayoit de Termicourt, De Parlementaire immuniteit, *R.W.*, 1955-1956, kol. 58)

⁽³⁾ Parl. St., Kamer, n° 947/3, 1975-76, blz. 3. De plenaire vergadering volgde deze redenering.

Toujours en ce qui concerne l'article 45, A. Mast précise ce qui suit : « Lorsque les poursuites sont engagées en dehors de la session, la Chambre ou le Sénat en sont toujours informés. Si ceux-ci ne réagissent pas, cela signifie que le Parlement ne souhaite pas user du droit qui lui est conféré par le troisième alinéa de l'article 45 ». ⁽⁴⁾

La Cour de cassation a récemment ⁽⁵⁾ confirmé cette thèse et suit en cela une doctrine unanime.

En l'occurrence, ces principes impliquent qu'il appartient à la Chambre de juger de l'opportunité de requérir éventuellement la suspension de la poursuite. Si pareille démarche n'est pas jugée opportune, la poursuite suit son cours normal.

L'affaire qui nous occupe soulève toutefois un problème particulier. Il ne s'agit pas de savoir si les poursuites intentées par le ministère public doivent être suspendues, mais bien si la suspension peut être requise après un jugement rendu en première instance, auquel cas aucune décision en degré d'appel ne pourrait intervenir pendant toute la durée de la session. Il est évident qu'une telle requête remet plus fondamentalement en cause le principe de la séparation des pouvoirs.

Sans débattre du fond ⁽⁶⁾ la Commission souligne qu'une requête en suspension suppose :

1) soit que les faits communiqués amènent *prima facie* à conclure que l'action est fondée sur des éléments fantaisistes, irréguliers, prescrits, arbitraires ou ténus ⁽⁷⁾;

2) soit que les faits sont la conséquence imprévue d'une action politique ⁽⁸⁾;

3) soit qu'il s'agit d'un délit dont les mobiles politiques sont manifestes ⁽⁹⁾.

A cet égard, il y a lieu de faire observer, d'une part, que les motifs politiques ne sont pas absolus et que, dès lors, ils ne constituent pas une excuse absolutoire à l'égard de toute infraction, quelle qu'en soit la gravité, et, d'autre part, que se pose la question de l'incidence des poursuites sur l'exercice du mandat.

Enfin, la Commission attire l'attention sur le fait que, dans le passé, la Chambre a déjà estimé que le fait de ne pas demander la suspension des poursuites, n'empêche pas de préciser que l'exécution d'un

Steeds in verband met artikel 45, stelt Prof. Mast het volgende : « Worden de vervolgingen buiten het tijdperk van de zitting ingesteld, dan wordt de Kamer of de Senaat hiervan steeds in kennis gesteld. Reageert de Kamer of de Senaat niet, dan blijkt dat het Parlement geen gebruik wenst te maken van het hem door het derde lid van artikel 45 toegekende recht ». ⁽⁴⁾

Het Hof van Cassatie heeft onlangs ⁽⁵⁾ deze visie bevestigd en volgt daarin een unanieme rechtsleer.

In casu houden deze beginselen in dat de Kamer moet oordelen over de opportuniteit van een mogelijke vordering tot schorsing van de vervolging. Wordt een dergelijke vordering niet opportuun geacht, dan gaat de vervolging gewoon door.

In de voorliggende zaak stelt zich nochtans een bijzonder probleem. Aan de orde is niet de vraag of de door het openbaar ministerie ingestelde vervolging moet worden geschorst, maar wel of na een uitspraak in eerste aanleg de schorsing kan worden gevorderd, waardoor voor de duur van de zitting geen uitspraak in beroep kan worden gedaan. Het is evident dat een dergelijke vordering op veel ruimere en indringender wijze in de scheiding der machten ingrijpt.

Zonder in deze een debat ten gronde te voeren ⁽⁶⁾, wijst de commissie er op dat een vordering tot schorsing veronderstelt dat :

1) ofwel de medegedeelde feiten *prima facie* tot de conclusie leiden dat de vordering steunt op elementen die uit de lucht gegrepen, onrechtmatig, verjaard, willekeurig of onbeduidend zijn ⁽⁷⁾;

2) ofwel de feiten het onvoorziene gevolg zijn van een politieke actie ⁽⁸⁾;

3) ofwel het om een misdrijf gaat met duidelijk politieke drijfveren ⁽⁹⁾.

Daarbij zij opgemerkt, enerzijds, dat politieke motieven niet absoluut zijn en dus niet eender welk misdrijf — ongeacht de ernst ervan — van vervolging zouden vrijwaren, en anderzijds, dat hoe dan ook de impact van de vervolging op de uitoefening van het mandaat ter sprake komt.

Ten slotte vestigt de Commissie er de aandacht op dat de Kamer in het verleden reeds van oordeel is geweest dat het niet vorderen van de schorsing van de vervolging niet verhindert dat wordt bepaald dat

⁽¹⁾ Mast, A., *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht*, Gand 1985, p. 158, no 120.

En des termes quasi identiques : Dor, G., et Braas, O., *La Constitution*, Bruxelles, Larcier, 1935, p. 170.

⁽²⁾ Cass., 17 décembre 1991, en cause de Jean-Pierre Van Rossem, n° 6159-non publiée.

⁽³⁾ Voir, à ce sujet, notamment le rapport relatif à la poursuite de M. Kofferschläger, Doc. n° 383/1, 1955-1956.

⁽⁴⁾ Voir, à ce sujet, notamment le rapport relatif à la poursuite de M. Van Rossem, Doc. n° 14/1, S.E. 1991-1992, p. 9.

⁽⁵⁾ Voir notamment à ce sujet les rapports relatifs aux poursuites à charge de MM. Babylon et Kuijpers, Doc. n° 439/1 et 439/2, 1972-1973.

⁽⁶⁾ Voir notamment à ce sujet le rapport relatif aux poursuites à charge de M. Van Eynde (refus de publier un droit de réponse), Doc. n° 132/1, 1971-1972.

⁽¹⁾ Mast, A., *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk Recht*, Gent 1985, blz. 158, n° 120.

In quasi-identieke bewoordingen : Dor, G. en Braas, O., *La Constitution*, Brussel, Larcier, 1935, blz. 170.

⁽²⁾ Cass., 17 december 1991, inzake Jean-Pierre Van Rossem, n° 6159-niet gepubliceerd.

⁽³⁾ Zie ter zake o.a. het verslag m.b.t. de vervolging van de heer Kofferschläger, *Parl. St.*, Kamer, 1955-1956, n° 383/1.

⁽⁴⁾ Zie ter zake o.a. het verslag m.b.t. de vervolging van de heer Van Rossem, *Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1991-1992, n° 14/1, blz. 9.

⁽⁵⁾ Zie ter zake o.a. de verslagen m.b.t. de vervolging van de heren Babylon en Kuijpers, *Parl. St.*, Kamer, 1972-1973, n° 439/1 en 439/2.

⁽⁶⁾ Zie ter zake o.a. het verslag m.b.t. de vervolging van de heer Van Eynde (weigering een recht van antwoord te publiceren), *Parl. St.*, Kamer, 1971-1972, n° 132/1.

jugement n'est pas possible sans l'autorisation spécifique de la Chambre en la matière ⁽¹⁰⁾.

III. — APPLICATION DE CES PRINCIPES GÉNÉRAUX A L'AFFAIRE A L'EXAMEN

L'audition a permis d'établir qu'en dehors du fait que les dégâts matériels occasionnés à la partie adverse ont été totalement indemnisés, le membre concerné invoque le caractère irrégulier et arbitraire de l'inculpation afin de justifier une demande éventuelle de suspension des poursuites.

En ce qui concerne les irrégularités éventuelles, des fautes de procédure auraient été commises au cours de la constatation des faits, tandis que la présomption d'arbitraire serait fondée sur des motifs d'ordre personnel dans le chef de l'une des autorités verbalisantes.

Il ressort de l'examen du dossier que, de prime abord, les faits communiqués ne permettent pas à la Commission d'estimer que l'inculpation est irrégulière ou arbitraire, ni qu'elle est fondée sur des éléments fantaisistes, prescrits ou ténus.

Le dossier ne fait pas non plus apparaître d'éléments politiques.

Certains membres formulent néanmoins des observations quant à la validité des actes d'instruction accomplis au domicile de l'intéressé.

Ils s'interrogent également sur l'existence d'actes de poursuite qui auraient pu être accomplis en dehors de la période couverte par la notion de « flagrant délit ».

En ce qui concerne l'incidence des poursuites sur l'exercice du mandat parlementaire, la Commission estime enfin que celle-ci est minime, eu égard notamment à l'état de la procédure.

IV. — CONCLUSION

Considérant que la Chambre doit veiller à établir un équilibre constitutionnellement acceptable entre le droit de la Nation d'être représentée conformément à la volonté du suffrage populaire et la nécessité d'empêcher que qui que ce soit puisse échapper — fût-ce partiellement — à l'autorité des lois,

la Commission propose à l'unanimité :

1. de ne pas requérir la suspension des poursuites à charge de M. Declerck, en veillant à ce que l'exerci-

⁽¹⁰⁾ Voir à ce sujet le rapport précité relatif aux poursuites à charge de M. Kofferschläger.

de tenuitvoerlegging van een uitspraak niet mogelijk is zonder een specifieke machtiging ter zake door de Kamer ⁽¹⁰⁾.

III. — TOEPASSING VAN DEZE ALGEMENE PRINCIPES OP DE VOORLIGGENDE ZAAK

Uit de hoorzitting is gebleken dat het betrokken lid zich, naast het feit dat de materiële schade aan de tegenpartij volledig werd vergoed, beroept op het onrechtmatige en willekeurige karakter van de tenlastelegging, teneinde een eventuele vordering tot schorsing van de vervolgingen te verantwoorden.

Voor het onrechtmatige karakter wordt verwezen naar tijdens de vaststelling der feiten gemaakte procedurefouten, terwijl het willekeurige karakter zou gestaafd worden door persoonlijke motieven in hoofde van één der vaststellende autoriteiten.

Uit het onderzoek van het dossier blijkt dat de medegedeelde feiten de Commissie er *prima facie* niet toe nopen te oordelen dat de tenlastelegging onrechtmatig of willekeurig is, en evenmin steunt op elementen die uit de lucht gegrepen, verjaard of onbeduidend zijn.

Uit het dossier kwamen evenmin politieke elementen naar voren.

Bepaalde leden formuleren niettemin bedenkingen omtrent de rechtsgeldigheid van de onderzoeksdaden ten huize van betrokkene.

Zij stellen zich tevens vragen nopens het bestaan van daden van vervolging die zouden kunnen gesteld geweest zijn buiten de periode die gedekt wordt door het begrip « betrapting op heter daad ».

Wat de invloed van de vervolging op de uitoefening van de parlementaire activiteiten betreft, is de Commissie tenslotte van oordeel dat deze, onder andere gezien de stand van zaken in de procedure, minimaal is.

IV. — BESLUIT

Overwegende dat de Kamer erover moet waken een grondwettelijk aanvaardbaar evenwicht na te streven tussen het recht van de Natie om overeenkomstig de wil van het volk vertegenwoordigd te worden en de noodzaak te verhinderen dat wie dan ook — zij het gedeeltelijk — aan de toepassing van de wetten zou kunnen ontsnappen,

stelt de Commissie eenparig voor :

1. de schorsing van de vervolging tegen de heer Declerck niet te vorderen, met dien verstande

⁽¹⁰⁾ Zie ter zake het reeds geciteerde verslag m.b.t. de vervolging van de heer Kofferschläger.

ce du mandat parlementaire de l'intéressé ne soit pas entravé inutilement;

2. d'exprimer le souhait que, selon le cas, le parquet, le tribunal saisi et/ou le Ministre de la Justice examine si, en l'occurrence, certains actes de poursuite n'étaient pas irréguliers en tant que tels ou ne se sont pas situés en dehors de la période couverte par la notion de « flagrant délit »;

3. d'informer le Ministre de la Justice que toute exécution d'une condamnation éventuelle de l'intéressé est subordonnée à l'autorisation préalable de la Chambre.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

A. GEHLEN

Le Président,

T. VAN PARYS

dat de uitoefening van het parlementair mandaat van het betrokken lid niet nodeloos belemmerd wordt;

2. de wens uit te drukken dat, naargelang van het geval, het parket, de rechtbank waarbij de zaak ahangig is en/of de Minister van Justitie zou onderzoeken of, *in casu*, bepaalde daden van vervolging niet onregelmatig waren op zich of niet hebben plaatsgevonden buiten de periode gedekt door het begrip « betrapping op heterdaad »;

3. de Minister van Justitie mede te delen dat een voorafgaand verlof van de Kamer vereist is voor iedere tenuitvoerlegging van een eventuele veroordeling ten laste van betrokkene.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Rapporteur,

A. GEHLEN

De Voorzitter,

T. VAN PARYS